



# Message pour la trousse de lobbying : Pour une réforme de la Loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral

## La situation

La Loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral (LRTSPF) régit les négociations collectives, le règlement des différends et les droits du travail pour plus de 300 000 fonctionnaires fédéraux, dont 190 000 membres de l'AFPC.

Or, cette loi est dépassée. La dernière refonte des lois sur les relations de travail à la fonction publique remonte à plus de 20 ans, et elle n'a pas bien réglé bon nombre de problèmes fondamentaux qui pèsent encore aujourd'hui sur les fonctionnaires et les syndicats.

Le résultat : des travailleuses et des travailleurs privés de représentation syndicale sans motif valable, des obstacles à la négociation équitable et au règlement rapide des griefs, et la difficulté d'obliger les employeurs à payer leur personnel correctement et à temps. Il est également permis de recourir à du personnel de remplacement lors d'un conflit de travail, ce qui affaiblit le pouvoir de négociation des personnes syndiquées et prolonge les grèves.

Cette loi porte un coup dur aux fonctionnaires et aux services sur lesquels la population compte chaque jour.

## Pourquoi c'est important?

Un système de relations de travail équitable et efficace aide à prévenir les différends, à résoudre plus vite les problèmes et à stabiliser les effectifs.

À l'heure actuelle, la LRTSPF est trop lente, trop restrictive et trop rigide. Elle limite la négociation de questions importantes en milieu de travail, retarde le règlement des conflits et empêche les travailleuses et travailleurs d'obtenir rapidement justice.

Les fonctionnaires fédéraux méritent les mêmes droits du travail et protections modernes que le personnel des autres secteurs.

## Ce qui doit changer

L'AFPC demande au gouvernement de moderniser la LRTSPF de sorte à :

- **Accélérer le règlement des différends**

Il faut éliminer les commissions de l'intérêt public, qui retardent inutilement les négociations. La nomination des membres, la tenue d'audiences et la production de rapports non contraignants font traîner les négociations et causent de l'incertitude chez les travailleuses et travailleurs, les employeurs et le public. En accélérant le processus, on parviendrait à une entente plus tôt.

- **Garantir un accès rapide à la justice**

On doit accroître le nombre de décisionnaires à la Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral pour réduire l'arriéré de griefs, mais aussi donner à la Commission le pouvoir d'accorder un redressement provisoire au besoin. Personne ne devrait avoir à attendre des années avant qu'un différend au travail ne soit réglé.



- **Améliorer le droit de négociier**

L'AFPC réclame l'élargissement des questions que l'on peut aborder à la table et l'inclusion du personnel temporaire et occasionnel dans la représentation syndicale. Les questions comme la dotation, la retraite et la discrimination systémique ne devraient pas être exclues.

- **Assurer l'exactitude de la paye et son versement en temps opportun**

Les employeurs doivent être tenus responsables de payer leur personnel correctement et à temps. Personne ne devrait avoir à se battre pour recevoir son salaire.

- **Interdire le recours au personnel de remplacement en cas de grève**

La LRTSPF a cruellement besoin de solides protections contre les briseurs de grève, une tactique antisyndicale qui affaiblit le pouvoir de négociation, prolonge les différends et sème la division. Les fonctionnaires fédéraux ont droit aux mêmes protections que celles reconnues par le Code canadien du travail.

## Messages clés pour les députés

La modernisation de la LRTSPF est une question d'équité, de responsabilité et de qualité des services publics.

Négociations équitables, griefs réglés rapidement et salaires versés correctement contribuent à solidifier et à stabiliser la fonction publique. Tout le monde y gagne : les fonctionnaires, les employeurs et la population qui compte sur les services publics.

## Ce que nous demandons aux députés

Appuyez la réforme de la LRTSPF et demandez au gouvernement d'agir, notamment :

- de modifier la LRTSPF conformément aux pratiques exemplaires et aux réalités d'aujourd'hui dans la fonction publique fédérale;
- d'éliminer les obstacles à la négociation équitable et au règlement rapide des différends;
- de veiller à ce que les fonctionnaires fédéraux aient des droits du travail modernes, comme ils le méritent.

Nous vous demandons également d'interpeller les ministres responsables de la fonction publique fédérale :

- le leader du gouvernement à la Chambre des communes;
- le président du Conseil du Trésor;
- le ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement;
- la ministre de l'Emploi et des Familles.

## En conclusion

Il est grand temps de moderniser la LRTSPF. En modifiant cette loi, nous gagnerions une fonction publique plus forte, une meilleure responsabilisation et des services plus fiables pour tout le monde au pays.

---